INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS

**Journée du 30 novembre 2021**

* Les marchés européens ont reculé nettement en raison des craintes à propos des effets du variant Omicron et du changement de pied de la Fed sur le caractère transitoire de l’inflation. Après avoir tenté un temps de repasser au-dessus de la ligne d’équilibre, le CAC 40 a finalement cédé 0,81% à 6 721,16 points. L’EuroStoxx50 a perdu 0,70% à 4 080,77 points. La tendance était plus dégradée aux Etats-Unis, dont les marchés avaient surperformé les Bourses européennes hier. Vers 17h30, le Dow Jones reculait de 1,6%.
* Le retour de l'aversion pour le risque a d'abord été alimenté par un entretien du président de Moderna au Financial Times dans lequel Stéphane Blancel estime que les vaccins existants sont sans doute moins efficaces contre Omicron. " Je pense qu'il s'agira d'une baisse significative. Je ne connais pas son ampleur parce que nous devons attendre les données ", a-t-il précisé.
* Alors que les marchés se redressaient, le président de la Fed, Jerome Powell a lancé un pavé dans la mare en intervenant devant le Sénat et déclarant qu'il était temps de "retirer" le mot "transitoire", lorsqu'on parle de l'inflation.
* "A l'heure actuelle, l'économie est très forte et les pressions inflationnistes sont plus élevées, et il est donc approprié, à mon avis, d'envisager de mettre fin à la réduction progressive de nos achats d'actifs ... peut-être quelques mois plus tôt", a-t-il en outre indiqué. "Je m'attends à ce que nous en discutions lors de notre prochaine réunion". La Fed comptait jusqu'à présent réduire ses achats d'actifs de 15 milliards par mois.
* En hausse l'essentiel de la journée, l'euro a subitement basculé dans le rouge en fin d'après-midi et cède 0,14% à 1,1276 dollar vers 17h40. Il a été affaibli par des déclarations du président de la Fed, Jerome Powell, récemment confirmé pour un nouveau mandat, sur une accélération du resserrement de sa politique monétaire. Il a déclaré qu'il était temps de "retirer" le mot "transitoire", lorsqu'on parle de l'inflation.

"A l'heure actuelle, l'économie est très forte et les pressions inflationnistes sont plus élevées, et il est donc approprié, à mon avis, d'envisager de mettre fin à la réduction progressive de nos achats d'actifs ... peut-être quelques mois plus tôt", a-t-il en outre indiqué. Ce sujet sera discuté lors de la prochaine réunion de la Fed, qui aura lieu le 14 et 15 décembre.

* Les cours du pétrole chutent une nouvelle fois mardi en raison des craintes autour du variant Omicron. Hier, l'or noir avait récupéré une maigre partie de ses pertes de vendredi (-11,4%, puis +0,8% lundi). Mais la remontée ne s'est pas confirmée mardi, dans un environnement global très dégradé, le baril de Brent reculant de 3,63% à 70,85 dollars. Si les conséquences du nouveau variant sont encore très incertaines, notamment en ce qui concerne la demande en pétrole, il paraît désormais difficile au fameux combustible d'atteindre la barre des 100 dollars d'ici la fin de l'année.
* Les dépenses de consommation des ménages en biens en volume ont diminué de 0,4% en octobre et restent ainsi sous leur niveau d'avant-crise (–1,8% par rapport au quatrième trimestre 2019). Cette baisse provient principalement d'un net repli dans la consommation en biens fabriqués (–1,8% après +1,9% en septembre). Elle est en partie contrebalancée par la reprise de la consommation en produits alimentaires (+0,7% après –1,5%) et en énergie (+1% après –0,3%).
* Le taux d'inflation annuel de la zone euro est estimé à 4,9% en novembre 2021, contre 4,1% en octobre selon une estimation rapide publiée par Eurostat, l'office statistique de l'Union européenne. Le consensus s’élevait à 4,4%, mais étant donné les résultats nationaux publiés ces dernières heures, les économistes s'attendaient à ce qu’il soit dépassé.

S'agissant des principales composantes de l'inflation de la zone euro, l'énergie devrait connaître le taux annuel le plus élevé en novembre (27,4%, comparé à 23,7% en octobre), suivie des services (2,7%, comparé à 2,1% en octobre), des biens industriels hors énergie (2,4%, comparé à 2,0% en octobre) et de l'alimentation, alcool & tabac (2,2%, comparé à 1,9% en octobre).

**SOCIETES**

* Compte tenu du contexte, les valeurs dont l'activité est particulièrement sensible aux répercutions du Covid ont de nouveau souffert : Air France-KLM, Safran...
* Renault a fait le point mardi sur les avancées de son projet Refactory. Lancé il y a un an, il vise à transformer le site de Flins (Yvelines, France) en première usine européenne dédiée à l'économie circulaire de la mobilité. Concrètement, le groupe au losange y recycle des batteries et pièces usées, tout comme il y reconditionne des véhicules d’occasion.

Dans cette Refactory, Renault entend réaliser 200 millions euros de revenus en 2025, et atteindre le milliard d'euros d'ici la fin de la décennie. A la fin de l'année, 700 collaborateurs de Flins auront rejoint les activités de la Refactory, explique Renault, qui prévoit d'employer plus de 3 000 personnes à l'horizon 2030.

Lors de sa présentation, Renault a particulièrement mis l'accent sur sa Factory VO. Répartie sur une surface de 11 000 mètres carrés, elle est le plus grand site de reconditionnement d'Europe. Organisée en trois équipes, elle peut reconditionner 180 véhicules d'occasion par jour, soit 45 000 véhicules par an à l'horizon 2023, avec la possibilité de doubler ce chiffre à moyen terme. D'ici 2022, 200 salariés auront rejoint la Factory VO.

" La Refactory est emblématique de la Renaulution qui engage le groupe dans une transformation profonde, rapide et durable (…) ", a commenté Luca de Meo, le directeur général du groupe Renault. " Au cœur de ce projet, notre première usine de véhicules d'occasion démontre notre capacité à industrialiser nos métiers liés à l'économie circulaire ", a ajouté le dirigeant.

" Avec la Refactory, nous démontrons qu'une conversion et une transformation positives de l'industrie est possible en France ", a complété Jean-Dominique Senard, le Président du conseil d'administration du groupe Renault.

* Nexans (+0,67% à 83,05 euros) a annoncé mardi avoir décroché un contrat de plus de 650 millions d’euros auprès de terna, la société italienne de transport d'électricité, portant sur la fourniture d’une solution de câblage d’interconnexion destinée au projet de liaison Tyrrhenian en Italie. Dans le cadre de ce contrat, le français va fabriquer et poser 500 kilomètres de câble 500 kV à imprégnation de matière (IM) et de câble fibre optique (FO) par plus de 2000 mètres de profondeur d’eau, soit le câble d’énergie sous-marin le plus profond jamais posé en Méditerranée.

Le projet Tyrrhenian constitue une étape majeure dans le développement indispensable du réseau électrique européen. Il crée entre la Sicile, la Sardaigne et la Campanie un nouveau corridor électrique qui permettra de mettre en place la première boucle entre les deux îles et le réseau continental italien.

Le projet contribuera à augmenter la capacité d'échange d'électricité et soutiendra le développement de flux d'énergie renouvelable. En outre, il renforcera la stabilité et la sécurité du réseau ainsi que la compétitivité des producteurs sur les marchés locaux.

Pour la pose de son câble d'interconnexion, Nexans fera appel à son navire câblier inauguré récemment, le Nexans Aurora, capable de poser des câbles en eaux profondes à plus de 2000 m et embarquant une charge utile de 10 000 tonnes de câble.

* LDLC est la dernière société en date à prévenir les investisseurs qu’elle avait fait l’objet d’un incident de cybersécurité. En Bourse, l’action du groupe d’e-commerce en high-tech et matériel informatique gagne désormais 0,50% à 50,10 euros après avoir débuté la séance dans le rouge dans un contexte de forte pression baissière à la Bourse de Paris. Le spécialiste de la certification Bureau Veritas avait été victime la semaine dernière d'une cyber-attaque et son titre avait reculé.

L'action LDLC résiste car cet " accès non autorisé aux données de l'entreprise (…) n'a pas eu d'impact sur les opérations commerciales du distributeur de produits high tech.

* Le décalage de jeux vidéo n'est pas l'apanage des plus importants acteurs de l'industrie. Après Activision Blizzard et Ubisoft, Nacon a reporté la sortie de 4 jeux sur l'exercice suivant et lancé un avertissement sur ses résultats. En Bourse, l'action Nacon a dévissé de 12,67% à 4,55 euros tandis que sa maison mère, Bigben Interactive, a chuté de 10,15% à 14,34 euros, ayant également dû réduire ses objectifs. Nacon perd désormais plus de 40% depuis le 1er janvier et Bigben Interactive, plus de 20%.
* Lors d'un entretien au Financial Times, le PDG de Moderna, Stéphane Bancel a estimé que l'efficacité des vaccins actuels contre Omicron seraient sans doute bien moindre. Le patron de la biotech américaine a mis en avant le nombre plus élevé de mutations sur la protéine Spike d'Omicron et la vitesse à laquelle se propage ce variant. Selon lui, les laboratoires pharmaceutiques auront besoin de plusieurs mois pour produire en masse un vaccin efficace contre Omicron. Ce ton contraste avec l'assurance de Pfizer qui a suggéré que tout nouveau vaccin pourrait être modifié assez rapidement.
* Alstom a signé un contrat avec Metrolinx pour la révision de 94 voitures de train de banlieue à deux niveaux pour GO Transit, le service de transport public régional du Grand Toronto et de Hamilton (GTHA) en Ontario, au Canada. Le contrat s’élève à environ 118 millions d’euros. Les travaux de rénovation des voitures à deux étages des séries VII, fabriquées entre 2003 et 2008, commenceront rapidement dans les installations d’Alstom à Thunder Bay, en Ontario (Canada).

La révision et mise à niveau à mi-vie des voitures seront effectuées sur une période de deux ans et nécessiteront de démonter les véhicules, de réviser les pièces et de produire des voitures entièrement rénovées pour le parc de GO Transit.

**ANALYSES**

* En novembre, les prix à la consommation ont augmenté de 2,8 %, sur douze mois glissants dans l'Hexagone, après 2,6 % en octobre selon les données provisoires publiées ce mardi par l'Insee. L'indice des prix harmonisés (IPCH) - calculé sur un périmètre un peu différent de celui de l'Insee et permettant les comparaisons avec les autres pays européens - affiche sur la période une hausse de 3,4 % contre 3,2 % un mois plus tôt.

Comme ces derniers mois, cette poussée inflationniste est alimentée par l'envolée des cours de l'énergie (+21 %). Elle pèse sur la consommation des ménages. Déjà en recul au mois de septembre, celle-ci s'est encore repliée de 0,4 % en octobre, a indiqué ce mardi l'Insee. Ce qui augure peut-être d'un retournement après le fort rebond enregistré pendant l'été (+5,7 %) avec la levée des restrictions sanitaires.

Au troisième trimestre, l’économie française a progressé de 3%, a aussi confirmé l’Insee. L'acquis de croissance pour 2021 atteint ainsi 6,6 %.

Sur la période, le revenu disponible brut a accéléré (+0,8 %). Grignoté par l'inflation, le pouvoir d'achat, première préoccupation des Français en cette période préélectorale, est en revanche resté stable, après avoir crû de 0,2 % au deuxième trimestre. Pour consommer, les ménages ont réduit leur niveau d'épargne (à 17,5 %), celui-ci restant toutefois plus élevé qu'en temps normal.

Les premières conséquences de la fin du « quoi qu'il en coûte » apparaissent au travers des données de l'Insee. Les revenus salariaux ont grimpé de 4,4 %, mais sont rognés par l'accélération des cotisations sociales.

Ceux des entrepreneurs individuels se sont repliés de 5,4 % touchés par la baisse des subventions de l'Etat via le fonds de solidarité. Quant aux entreprises, elles perdent près de 3 points de taux de marge, affectées par « la diminution des subventions publiques et des gains de productivité deux fois moins dynamiques que les salaires », selon l'Insee.

Evolution inquiétante pour le pouvoir d'achat, les industriels répercutent désormais le renchérissement de leurs coûts. Ainsi les prix à la production de l'industrie française ont bondi de 2,6 % sur un mois en octobre, et de 14 % sur un an. Une hausse « inédite » : « il s'agit des plus fortes augmentations enregistrées dans les données disponibles depuis 1995 », souligne l'Insee. Pour les industries liées au secteur de l'énergie (raffinage, cokéfaction, …) cela se traduit par des hausses de 30 %. Mais les prix des « autres produits industriels » augmentent aussi de 11 % sur un an et ceux des denrées alimentaires de 4,2 %.

La cinquième vague de Covid et l’apparition du nouveau cariant Omicron introduisent de nouveaux facteurs d'incertitude. « Cela peut avoir un impact sur le comportement des consommateurs et l'investissement des entreprises », prévient Mathieu Plane à l'OFCE. Tout dépendra des mesures de restrictions sanitaires qui seront déployées.

Les effets sur l'inflation sont eux aussi encore incertains. « Cela peut jouer dans les deux sens », observe l'économiste. D'un côté, la diffusion du virus et le retour des infections massives risquent d'aviver les tensions inflationnistes s'ils désorganisent les chaînes de production. De l'autre, un regain des contaminations pourrait aussi ralentir la demande mondiale et ainsi avoir des effets déflationnistes, comme l'illustre la baisse récente des prix du pétrole.

« L'irruption du variant Omicron a déjà eu pour conséquence de faire chuter les cours du pétrole », rappelle Mathieu Plane. Alors que l'inflation reste très liée à la flambée des prix de l'énergie, l'expert n'exclut pas dans ce contexte que « le pic d'inflation soit atteint un peu plus rapidement qu'attendu si les prix du pétrole continuent de baisser ».

La Banque centrale européenne a, elle, pris position. Ce lundi, elle a répété que la hausse des prix à la consommation ne durerait pas et reviendrait à 2 % l'année prochaine.

**L’AGENDA DU 1er décembre 2021**

**Allemagne**

**à 8h00** Ventes au détail

**à 9h55** PMI manufacturier de Markit en novembre

**France** **à 9h50**

PMI manufacturier de Markit en novembre

**Zone Euro à 10h00**

PMI manufacturier de Markit en novembre

**Etats-Unis**

**à 14h15** Rapport ADP sur l'emploi de novembre

**à 16h00** PMI manufacturier de l'ISM en novembre

**à 16h30** Evolution hebdomadaire des stocks de pétrole